

Pétrole: vers une nouvelle donne ?

Fluctuation des prix et constantes géopolitiques



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

L'étroitesse des liens économiques entre pays consommateurs et producteurs est au cœur de la "géopolitique du pétrole".

A moins de 60 dollars, le baril de pétrole a perdu plus de 50 % de sa valeur en quelques mois. Une bonne nouvelle pour les clients et les importateurs, certes. Mais une moins bonne pour les entreprises du secteur, qui révisent drastiquement à la baisse tous leurs projets d'investissement. En mer du Nord, bon nombre de plateformes et pipelines vont être mis hors service. Tandis que les spéculateurs restent à l'affût, cette évolution n'est pas sans implications géopolitiques. Venezuela, Nigeria, Angola, Algérie, Russie et Iran sont plus particulièrement affectés - même si Téhéran va pouvoir bénéficier *a contrario* de la levée de l'embargo international. Reste que les États-Unis semblent encore une fois les maîtres du jeu. Au moins tant que le pétrole est libellé en dollars. Et qu'il reste suffisamment de ressources accessibles...

S'il est connu et utilisé depuis plus de trois mille ans, le pétrole n'est devenu qu'à partir de 1920 la ressource stratégique indispensable à nos modes de production et de consommation. Indispensable, car dominant parmi "les combustibles fossiles [qui] fournissent encore les quatre cinquièmes de l'énergie à laquelle nous avons recours", rappelle Matthieu Auzanneau dans *Or noir, La grande histoire du pétrole* (La découverte, mars 2015). Le pétrole est incontournable également en raison de son poids économique et financier, donc politique: "Le chiffre d'affaires de l'industrie chargée d'extraire de sous terre les hydrocarbures était en 2013 près de dix fois supérieur à celui de toute autre industrie", et les relations entre la famille Bush, élue au Texas, et les grandes sociétés américaines du secteur sont connues. L'étroitesse des liens économiques et politiques entre acteurs du marché, et en particulier entre consommateurs et producteurs, se retrouve à l'échelle internationale dans l'alliance entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, aujourd'hui remise en cause par le rapprochement spectaculaire entre Washington et Téhéran. La situation est-elle donc en train de changer radicalement ?

De quoi "la baisse des prix" est-elle le nom ?

Amorcé en juin 2014, l'effondrement des cours du brut est la conséquence de nombreux facteurs qui intergassaient d'ailleurs entre eux: ralentissement de la croissance mondiale, surproduction, développement des pétroles non conventionnels, spéculation à la baisse... Si elle est susceptible de donner en retour un "coup de fouet" à la croissance, et d'assurer ensuite une remontée des cours, la baisse actuelle constitue "une terrible menace pour la pérennité de

Placée dans une perspective historique plus large, la baisse des cours actuelles n'a rien de spectaculaire. Plus grave est la difficulté croissante à accéder aux ressources.

l'industrie mondiale de l'or noir", selon Matthieu Auzanneau. Car les investissements nécessaires sont de plus en plus conséquents. En dix ans, de 2002 à 2012, les sommes dépensées chaque année pour chercher et surtout pomper l'or noir sont passées de 200 milliards à 700 milliards de dollars, et la plupart des nouvelles sources de brut (puits *offshore* profonds et ultra-profonds) exigent un baril aux alentours de 100 dollars, *a minima*. Les sources alternatives comme les sables bitumineux (notamment en Alberta, dont les réserves en pétrole sont estimées être plus importantes que celles de l'Iran et de l'Irak), et bien sûr les hydrocarbures de roche mère (ou "de schiste"), posent également un problème de rentabilité, compte tenu du coût énergétique élevé de leur extraction, et de l'impact environnemental de leur exploitation massive - la limitation de cet impact exigeant à tout le moins un effort considérable en R&D. L'industrie du pétrole est donc plus que jamais consommatrice de technologie et de capitaux. Or ces derniers se font rares dans un contexte de croissance molle.

Dans une perspective historique cependant, les cours actuels représenteraient plutôt un retour à la normale, après une surchauffe liée en grande partie à la très forte croissance des émergents ces dernières années. Aujourd'hui encore, les prix restent plus élevés que ceux observés, en moyenne, entre 1986 et 2004. Aux alentours de 50 € le baril de pétrole brut, nous sommes dans une situation comparable à celle qui prévalait lors de la Guerre du Kippour et du premier choc pétrolier. Et en dollars courants, les prix actuels restent de l'ordre du double de ceux observés lors du second choc pétrolier (source BP, 2014). Pour une raison simple, mais économiquement imparable: l'effet de rareté. *"Alors que les analystes avertissent de son tarissement inéluctable (en 2013, 50 milliards de barils d'hydrocarbures ont été consommés, mais seulement 20 milliards ont été découverts), les scientifiques peinent à trouver des énergies alternatives et bon marché, rappelle Matthieu Auzanneau. Or les besoins de transport modernes (terrestres, aériens et maritimes) dans des sociétés de plus en plus urbanisées (66 % des habitants de la planète résideront en ville en 2050 selon les Nations unies) ne cessent d'augmenter."* Le pétrole reste donc la pièce maîtresse de la géopolitique de l'énergie.

Le Moyen Orient, échiquier principal de la "géopolitique du pétrole"

L'impératif d'un accès aux ressources n'a cessé de structurer les rapports de force et les stratégies géopolitiques des grands acteurs. Aujourd'hui encore, le centre de l'échiquier reste constitué du "corridor du pétrole" allant de la mer Caspienne au golfe Persique, soit du sud de la Russie et de l'Asie centrale à Oman, et de l'est de la Turquie et de la Syrie à l'Iran. Là où le pétrole est encore bon marché. Avec deux pièces maîtresses: la "reine saoudienne" et le "fou d'Irak" que décrit Auzanneau. *"Les ressources de l'Irak, préservées durant un quart de siècle de guerres et d'embargo, en font le seul producteur mondial majeur de pétrole conventionnel en passe d'augmenter très significativement ses extractions dans les années à venir"*.

C'est ce qui explique le vif intérêt porté par les États-Unis à ce pays, et plus généralement à la région. Après l'échec de leurs différentes interventions militaires, le rapprochement avec l'Iran peut être interprété comme une volonté de conserver une influence indirecte sur l'Irak à majorité chiite. Deux autres effets positifs peuvent être recherchés par Washington: réinjecter la production iranienne sur le marché par la levée de l'embargo international consécutif à l'accord sur le nucléaire iranien, et (donc) contre-balancer le poids de l'allié traditionnel mais désormais encombrant que constitue l'Arabie saoudite, en pointe dans la tentative d'affaiblissement de la puissance chiite - comme en témoigne son intervention actuelle au Yémen. Géopolitique du pétrole et diplomatie sont plus que jamais liées. Le Moyen-Orient restera d'autant plus crucial dans les années à venir qu'il concentre l'essentiel des réserves mondiales: 9 % pour l'Irak et autant pour l'Iran, 6 % pour le Koweït, 16 % pour l'Arabie saoudite. Réserves d'autant plus précieuses qu'elles s'épuisent à l'échelle de la planète et qu'elles restent ici

L'intérêt des États-Unis pour l'Irak est intact: c'est le seul producteur mondial majeur de pétrole conventionnel susceptible d'augmenter rapidement et massivement sa production.

exploitables à des coûts économiques maîtrisés. La Chine ne s'y est pas trompée. Devenue un acteur majeur du marché, elle a avancé ses pions partout ces dernières années, afin de diversifier ses sources d'approvisionnement (Canada, Sibérie, Venezuela, Soudan du Nord et du Sud...). Mais le golfe persique reste prioritaire: les compagnies chinoises figurent parmi les principaux clients de la Saudi Aramco, tout en constituant le premier opérateur de pétrole d'Irak. La manipulation des prix des hydrocarbures ayant toujours constitué une arme de guerre et de pression, les cours actuels ont d'ailleurs pour premier effet d'affaiblir les principaux concurrents du pétrole moyen-oriental. Au premier rang desquels la Russie et le Venezuela, qui paient ici au prix fort leurs divergences avec la politique internationale de Washington. Un gain politique qui peut contrebalancer l'effet négatif des cours actuels sur le modèle économique des gaz et du pétrole de schiste américain, mais qui contribue également à affaiblir d'autres zones potentiellement concurrentes: Mexique, Europe (mer du Nord), Asie centrale, Afrique (Algérie, Nigeria, Angola...).

Le pétrole, symbole d'un modèle économique en crise?

Quels que soient les débats et les impulsions politiques, notamment en France et au sein de l'Union européenne, force est de reconnaître qu'aucune solution technique viable de remplacement du pétrole n'a encore vu le jour. "L'accroissement de la demande énergétique totale concerne, pour moitié, les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz), ce qui confère aux hydrocarbures un rôle prédominant dans la gestion des ressources mondiales entre producteurs et consommateurs", soulignent les auteurs d'*Hydrocarbures et conflits dans le monde* (Technip, 2012).

La question que pose le pétrole est en fait celle de notre modèle économique. Le FMI vient encore de revoir à la baisse ses prévisions de croissance mondiale pour 2015 et 2016, ce qui devrait contenir les besoins en énergie - donc les prix. Surtout si la Chine, premier consommateur de pétrole dans le monde, devait durablement "vaciller" (cf. note CLES n°157, *Quand la Chine vacillera...*, 02/04/2015). Mais, structurellement, sur le moyen et long terme, la demande restera orientée à la hausse. Comme pour l'ensemble des ressources minières. "Parmi les perspectives en ce qui concerne strictement les énergies primaires, la demande mondiale augmenterait de + 1,6 % par an d'ici 2035", affirme Françoise Ardillier-Carras. Plus encore qu'hier, les hydrocarbures resteront donc des "enjeux de conflits et de tensions stratégiques dans le monde". ■

Pour aller plus loin: *Or noir, La grande histoire du pétrole*, par Matthieu Auzanneau, La Découverte, 713 p., 26 □ *Hydrocarbures et conflits dans le monde*, par Françoise Ardillier-Carras (coord.), Philippe Boulanger et Didier Ortolland, Technip, collection "Géopolitique", 267 p., 25 □ "Géoéconomie de l'or noir: la fin du pétrole?", dossier du magazine *Carto* n°25, septembre-octobre 2014; "Pétrole, Le trop-plein", dossier du *Courrier international*, n°1267, février 2015.

La question que pose le pétrole est celle de notre modèle économique, basé sur la croissance, induisant une demande d'énergie orientée à la hausse, alors que les ressources s'épuisent...

EXTRAIT:

Une explication globale de la fluctuation des prix du pétrole: "Contraints de plus en plus étroitement, les cours du baril reflètent désormais strictement les limites de la capacité industrielle (technique d'une part, physique d'autre part, écologique en somme) à procurer à un prix soutenable l'énergie abondante que réclame forcément l'indispensable croissance économique. Si les cours de l'or noir descendent trop, de nombreux nouveaux projets d'extraction s'arrêteront, la production chutera à cause du déclin dit 'naturel' des champs anciens, et par conséquent tôt ou tard les cours remonteront. Si les cours montent trop, c'est l'économie dans son entier qui calera vite, les nouveaux projets d'extraction avec, etc. La production pétrolière mondiale, selon de nombreux analystes, serait ainsi promise à s'engager sur un 'plateau ondulant' se prolongeant jusqu'à l'inévitable amorce d'une longue chute finale." (Matthieu Auzanneau, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>